



la Confédération
de demain

Sondage de 2020 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain

PERSPECTIVES RÉGIONALES sur
L'ÉCONOMIE et les CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

Rapport final

JUILLET 2020

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**



CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME



Institut de recherche
en politiques publiques



ST. FRANCIS XAVIER
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf1.wixsite.com/accueil>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. <https://bmig.ca/>

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.



ST. FRANCIS XAVIER
UNIVERSITY
BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Table des matières

Introduction	1
Contexte	1
À propos de ce rapport	2
Note technique	2
Remerciements	2
Sommaire	3
Regard sur le pays et son économie	5
Satisfaction face à l'orientation du pays	6
Principal problème du pays	7
Sécurité d'emploi	9
Lutte contre les changements climatiques	10
Protéger l'environnement ou les emplois ?	11
Élimination graduelle des combustibles fossiles	12
Priorités de la lutte contre les changements climatiques	13
Gestion des politiques énergétiques et climatiques	15
Fédéralisme, régionalisme et nationalisme	19
Respect et influence	19
Avantages et désavantages du fédéralisme	24
Quitter la fédération ?	26
Surmonter nos différends	28
Annexe : Documents de référence	29

Introduction

Contexte

Les tensions au sein de la fédération canadienne n'ont rien de nouveau. Depuis plus de 150 ans, l'impartialité de notre régime politique fédéral soulève des questions, qu'elles concernent la capacité du processus décisionnel national d'assurer l'équilibre des différents intérêts provinciaux et territoriaux, le partage équitable de nos richesses et ressources ou le respect de l'ensemble des peuples et cultures du pays.

Mais, de la fin de 2019 au début de 2020, certaines brèches bien connues ont semblé se creuser. Au lendemain de l'élection fédérale d'octobre 2019, le pays s'est retrouvé avec un cabinet ministériel et un caucus gouvernemental dépourvus de tout représentant de l'Alberta et de la Saskatchewan, une opposition officielle presque radiée des deux plus grandes villes du pays, et un Bloc québécois ressuscité au rang de troisième parti de la Chambre des communes. Combiné à la crise persistante du secteur pétrolier et gazier, à l'insatisfaction suscitée par la lente progression des projets d'oléoducs et au sentiment d'une importance démesurée accordée aux changements climatiques, ce résultat électoral a notamment alimenté la méfiance des Albertains à l'endroit d'un régime fédéral censément ligué contre les intérêts de leur province.

Au début de 2020, le mécontentement grondait aussi parmi plusieurs des Premières Nations. Certes, on avait débattu pendant la campagne électorale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et la Colombie-Britannique avait adopté à la fin de 2019 une loi sur sa mise en œuvre, mais ces gestes n'ont pu empêcher l'éclatement d'un conflit entourant un projet de gazoduc qui traverserait les territoires traditionnels de la nation des Wet'suwet'en. Quand la police a tenté de démanteler les barricades érigées en territoire wet'suwet'en, d'autres Premières Nations et leurs partisans ont dressé leurs propres barrages sur des lignes de chemin de fer d'autres régions

du pays, interrompant pendant plusieurs semaines le transport des biens et des personnes. Cet épisode a mis en relief des divergences d'interprétation sur les mesures qui favoriseraient véritablement la réconciliation entre peuples autochtones et non autochtones.

C'est dans ce contexte qu'a été administré le sondage de 2020 sur la Confédération de demain. S'appuyant directement sur celui de 2019, réalisé quelque 12 mois plus tôt, il examine les attitudes des Canadiens face à l'exercice du fédéralisme et à la communauté fédérale. L'enquête a été menée par l'Environics Institute for Survey Research en collaboration avec quatre organismes de premier plan : l'Institut de recherche en politiques publiques, la Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique sur la constitution et le fédéralisme et l'Institut sur la gouvernance Brian Mulroney de l'Université Saint-Francis-Xavier.

L'enquête consiste en un sondage d'opinion national mené du 13 janvier au 20 février 2020 auprès de 5 152 Canadiens (de 18 ans et plus), en ligne (dans les provinces) et au téléphone (dans les territoires). La majorité des réponses ont été recueillies dans la dernière semaine de janvier, soit avant que la contestation du projet de gazoduc sur le territoire des Wet'suwet'en ne se transforme en crise nationale et, surtout, avant l'irruption au Canada de la pandémie de COVID-19.

L'échantillon du sondage a été stratifié pour assurer une représentation significative des 13 provinces et territoires, ainsi que des peuples autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits). Les résultats ont été pondérés selon plusieurs facteurs (âge, sexe, région, langue parlée à la maison, statut d'immigrant et identité autochtone) pour qu'ils soient représentatifs de l'ensemble de la population. Bon nombre des questions figuraient déjà dans le sondage de 2019 mais aussi dans des enquêtes pancanadiennes remontant aussi loin qu'aux années 1980, ces repères aidant à mesurer l'évolution (ou la stabilité) de l'opinion publique.

À propos de ce rapport

Premier d'une série consacrée aux résultats de notre recherche, ce rapport est centré sur l'évolution des attitudes à l'égard du fédéralisme, du régionalisme et du nationalisme, et plus précisément de l'enjeu connexe des politiques énergétiques et climatiques. Il examine aussi le niveau de satisfaction vis-à-vis de l'économie et de l'orientation générale du pays. Les rapports de la série seront accessibles sur le site de l'Environics Institute (www.environmentalinstitute.org), qui propose aussi des tableaux détaillant les réponses à chaque question. Sauf indication contraire, tous les résultats sont exprimés en pourcentages.

Note technique : données pour les territoires

Afin de mieux présenter les résultats de l'enquête en rapport à chaque province et territoire individuellement, l'échantillonnage pour les trois territoires a été pondéré en fonction du sexe, de l'âge, du territoire, du niveau de scolarité et de l'appartenance aux Premières Nations. Quand les données provenant des territoires sont mises en commun avec celles des provinces, la pondération pancanadienne du sondage est utilisée ; toutefois, quand elles sont présentées séparément, les données concernant seulement les territoires ou le Nord en entier sont produites au moyen de la pondération territoriale. Cette même pondération territoriale a été appliquée aux données recueillies par l'enquête de 2019. Pour cette raison, les lecteurs noteront que les données de 2019 présentées dans ce rapport peuvent légèrement différer de celles présentées dans le rapport de 2019. Veuillez considérer que les données présentées dans ce rapport font autorité sur celles antérieures..

Remerciements

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien de nombreux organismes et collaborateurs. L'Environics Institute aimerait remercier tous les partenaires du projet, notamment Keith Neuman et Charles Breton, pour leur aide à la formulation des questions et à la méthodologie. Les partenaires de l'étude aimeraient souligner la contribution de Darcy Zwetko et Rick Lyster, d'Elemental Data Collection, de Saif-U-Din Alnuweiri, pour son soutien à la recherche, et de Steve Otto et Cathy McKim, pour l'excellente production du rapport final. Nous exprimons enfin toute notre reconnaissance aux 5 152 Canadiennes et Canadiens qui ont bien voulu nous donner leur avis sur la Confédération de demain.

Sommaire

Le sondage de 2020 sur la Confédération de demain a été mené quelques mois après l'élection fédérale d'octobre 2019, qui semble avoir divisé le pays selon ses différentes régions. Au lendemain du scrutin, le Canada s'est retrouvé avec un gouvernement dépourvu de tout représentant de l'Alberta et de la Saskatchewan, une opposition officielle presque radiée des deux plus grandes villes du pays, et un Bloc québécois ressuscité. Au début de 2020, le mécontentement grondait par ailleurs dans certaines communautés autochtones, comme l'a particulièrement illustré sur la côte ouest le conflit entourant la construction d'un gazoduc qui traverserait les territoires traditionnels de la nation des Wet'suwet'en.

Mais si le sondage confirme maintes divergences d'opinion entre les Canadiens de différentes régions, il montre aussi qu'elles sont parfois moins répandues qu'on le croit et ne vont pas nécessairement en s'accroissant.

Regard sur le pays et son économie

La perception du « problème le plus important » au pays varie sensiblement selon les régions, certaines s'attardant surtout sur l'environnement et le climat, d'autres sur l'économie ou le chômage, d'autres encore sur le coût de la vie ou les soins de santé. En Alberta, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan, on est plus enclin à considérer l'économie comme le problème le plus urgent et à s'inquiéter de la sécurité d'emploi. Pour ce qui est du fonctionnement du pays, la satisfaction est aussi nettement inférieure à la moyenne en Alberta et en Saskatchewan. En fait, c'est uniquement dans ces deux provinces qu'une majorité de la population se dit insatisfaite de la situation au pays. Désormais, l'insatisfaction des Albertains est même deux fois supérieure à celle des Québécois.

Lutte contre les changements climatiques

Les Canadiens semblaient profondément divisés au lendemain de l'élection fédérale de 2019 sur la possibilité de concilier adéquatement la lutte contre les changements

climatiques et la protection des emplois du secteur pétrolier et gazier. Mais sur cette question, les différences d'opinion *entre régions* sont sans doute moins marquées qu'on l'aurait cru.

En ce qui concerne l'importance de protéger l'environnement avant les emplois, par exemple, les écarts régionaux sont plutôt faibles. Dans l'ensemble des provinces, la priorité donnée à l'environnement varie autour de 50 %, sans pencher clairement d'un côté ou de l'autre (sauf dans le Nord, où l'on privilégie l'environnement). Les Canadiens sont aussi moins *régionalement* divisés qu'on pourrait le présumer au sujet du remplacement des combustibles fossiles par des énergies renouvelables. Partout, une majorité relative favorise un remplacement graduel pour éviter de soudaines pertes d'emplois dans le secteur pétrolier et gazier. Les Canadiens restent certes divisés — aucune des trois options proposées dans le sondage n'a fait consensus ou n'a obtenu une majorité —, mais cette division s'observe *au sein même de chaque province*. On est donc loin d'un schisme qui dresserait certaines provinces ou régions contre d'autres.

En matière de stratégie climatique, tous les Canadiens ont aussi des priorités semblables... à quelques exceptions près. Parmi les mesures d'une telle stratégie, celle qu'ils semblent juger prioritaire consiste à *s'assurer que toutes les régions du Canada profitent d'une économie vigoureuse*. Un plus grand nombre d'habitants des 13 provinces et territoires la jugent plus importante que toutes les autres. C'est donc dire que les Canadiens s'entendent non seulement sur la « priorité élevée » d'une même mesure, mais que cette mesure est précisément celle qui souligne l'importance de l'équité entre régions.

En Alberta, la mesure visant à *prévenir les pertes d'emploi dans l'industrie du pétrole et du gaz* arrive toutefois au deuxième rang des « priorités élevées » (au troisième rang en Saskatchewan). Les Albertains sont ainsi beaucoup plus enclins que les autres Canadiens à juger cette mesure prioritaire.

Pour ce qui est enfin des décisions en matière de climat, les Canadiens de toutes les régions restent plus nombreux à faire confiance au gouvernement fédéral plutôt qu'à celui de leur province ou territoire. Une tendance restée stable à l'échelle du pays, mais qui a évolué en Alberta depuis l'élection en 2019 d'un gouvernement provincial ayant adopté vis-à-vis d'Ottawa une approche plus conflictuelle sur la question : en 2020, les Albertains sont ainsi *plus* nombreux à faire confiance à Ottawa pour lutter contre les changements climatiques.

Fédéralisme, régionalisme et nationalisme

Nous avons demandé aux Canadiens si leur province ou territoire obtient le respect qui lui revient et exerce sa juste part d'influence dans les grandes décisions nationales. Leurs réponses ont peu varié par rapport à 2019, mais quelques changements sont intervenus depuis l'an dernier : la perception d'un manque de respect ou d'influence s'est accentuée au Nouveau-Brunswick, elle s'est un peu atténuée en Alberta (tout en restant historiquement forte), elle a continué de faiblir en Colombie-Britannique et a légèrement fluctué dans les trois territoires du Nord.

Le sondage montre aussi que le nombre de Canadiens pour qui le fédéralisme présente plus d'avantages que d'inconvénients n'a jamais été aussi faible en plus de 20 ans, soit depuis la première fois qu'on leur a posé la question. Mais on ne peut affirmer que leur insatisfaction s'est

vraiment accentuée, puisqu'ils sont proportionnellement plus nombreux à se dire indécis ou sans opinion. Il semble en fait qu'avec le temps ils soient devenus moins convaincus des avantages du fédéralisme sans nécessairement se persuader de ses inconvénients.

Au Québec, on n'observe pas non plus de réel changement en termes d'adhésion au fédéralisme ou à la souveraineté. Environ le cinquième des Québécois se perçoivent principalement comme fédéralistes, et tout autant comme souverainistes. Chez les Québécois francophones de 45 ans et moins, seuls 15 % se perçoivent d'abord comme fédéralistes.

Dans l'Ouest, le sondage de 2019 faisait état d'une adhésion record à cet énoncé : « Les provinces de l'Ouest tirent tellement peu d'avantages en faisant partie du Canada qu'elles devraient se séparer du Canada. » Celui de cette année montre toutefois un essoufflement de cette tendance, un peu plus marqué en Alberta et en Saskatchewan. Mais l'appui à la « séparation » de la région demeure relativement élevé d'un point de vue historique.

Le sondage de 2020 montre enfin que les faits marquants de l'actualité économique et politique de 2019 — du ralentissement du secteur pétrolier et gazier aux vifs débats sur le climat en passant par les élections albertaines d'avril et fédérales d'octobre — n'ont finalement pas amoindri la confiance des Canadiens en leur capacité de surmonter leurs différends.

Regard sur le pays et son économie

Faits saillants

- *Le niveau d'insatisfaction à l'égard du fonctionnement du pays est désormais deux fois plus élevé en Alberta qu'au Québec.*
- *La perception du « problème le plus important » du pays varie selon les régions, certaines privilégiant l'environnement et les changements climatiques, d'autres l'économie ou le chômage, d'autres encore le coût de la vie ou les soins de santé.*
- *Le niveau plus élevé d'inquiétude économique en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador se traduit dans ces provinces par de plus fortes craintes en matière de sécurité d'emploi.*

Le sondage de 2020 sur la Confédération de demain a été administré plusieurs mois après l'élection fédérale de l'automne 2019, dont la campagne avait donné lieu à de vifs débats sur des enjeux comme le climat et le soutien public aux familles, mais aussi sur les qualités du leadership politique. Au soir du scrutin, aucun parti n'a obtenu plus d'un tiers des suffrages ni remporté une majorité absolue de sièges. Le gouvernement sortant a été reconduit, mais avec une part du vote populaire réduite. Et la carte électorale a révélé que les soutiens des principaux partis étaient concentrés par région plutôt que répartis à l'échelle du pays. Ces éléments ont été pris en compte dans le sondage de 2020, qui intégrait plusieurs questions sur l'orientation générale du pays.

Satisfaction face à l'orientation du pays

Le pays est-il engagé dans la bonne direction ? Les Canadiens demeurent divisés sur la question : environ la moitié (49 %) se disent satisfaits de la façon dont vont les choses dans notre pays aujourd'hui, mais ils se montrent presque aussi nombreux (41 %) à s'en dire insatisfaits. Leur satisfaction est en légère hausse (de deux points) par rapport à 2019, et leur insatisfaction a reculé de quatre points.

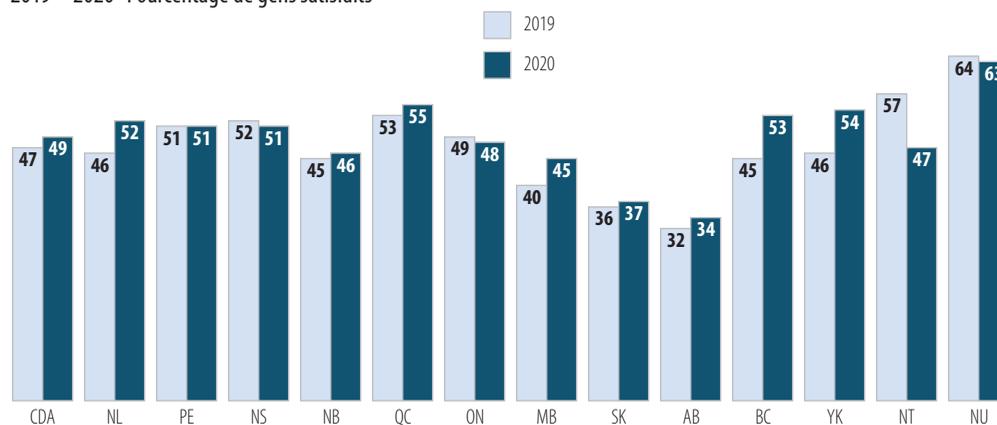
Du point de vue régional, la satisfaction est plus forte dans les territoires (55 %), surtout au Nunavut (63 %) et au Yukon (54 %), mais aussi au Québec (55 %) et en Colombie-Britannique (53 %). Elle dépasse légèrement la moyenne nationale à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et en

Nouvelle-Écosse, pour glisser juste au-dessous en Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. Elle chute clairement en Saskatchewan (37 %) et en Alberta (34 %), les deux seules provinces dont une majorité d'habitants se disent insatisfaits de la situation actuelle du pays.

Le niveau d'insatisfaction en Alberta (59 %) est désormais deux fois supérieur à celui du Québec (30 %).

Par rapport à 2019, c'est en Colombie-Britannique que le niveau de satisfaction a surtout augmenté (plus 8 points) et dans les Territoires du Nord-Ouest qu'il a la plus fortement baissé (moins 10 points).

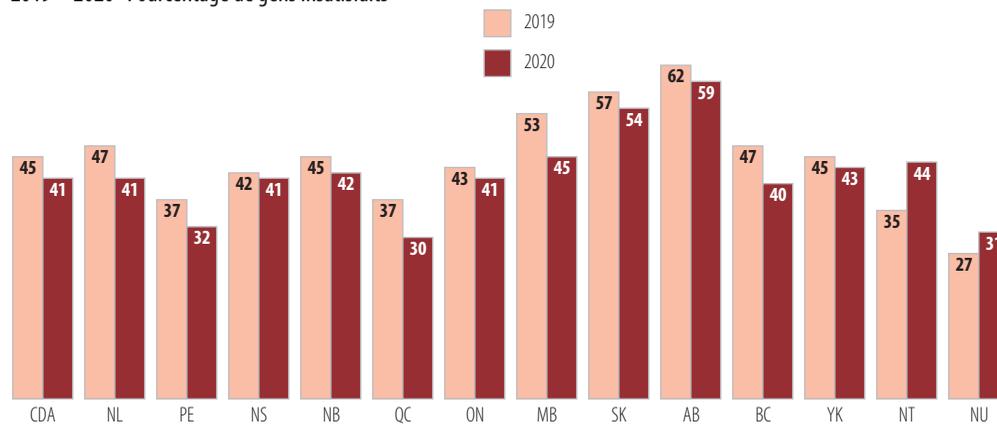
Êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) de la façon dont vont les choses dans notre pays aujourd'hui ?
2019 – 2020 Pourcentage de gens satisfaits



Q.1.

Dans l'ensemble, êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) de la façon dont vont les choses dans notre pays aujourd'hui ?

Êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) de la façon dont vont les choses dans notre pays aujourd'hui ?
2019 – 2020 Pourcentage de gens insatisfaits



Q.1.

Dans l'ensemble, êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) de la façon dont vont les choses dans notre pays aujourd'hui ?

Principal problème du pays

Nous avons demandé aux Canadiens quel était selon eux le « problème le plus important » au pays aujourd’hui. Il s’agissait d’une question ouverte à laquelle ils devaient donner une seule réponse.

En 2019, ils avaient désigné en premier lieu l’économie ou le chômage¹ (16 %), devant la qualité des représentativité gouvernementale (9 %), l’environnement ou les

changements climatiques (8 %), le coût de la vie (8 %), l’immigration (7 %) et les soins de santé (7 %). Cette année, leurs préoccupations ont quelque peu changé : ils accordent désormais autant d’importance à l’environnement ou au climat (12 %) qu’à l’économie ou au chômage (12 %). Moins de 10 % continuent de désigner les soins de santé (9 %) et le coût de la vie (8 %), et ils sont légèrement moins nombreux à citer la qualité de nos dirigeants (7 %) et l’immigration (5 %).

Quel est le problème le plus important pour les Canadiennes et Canadiens aujourd’hui ? 2020 (Principales mentions)

	Canada	Canada atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Nord
Environnement / pollution	12	11	14	13	5	11	18
Économie / chômage	12	12	7	11	24	8	8
Pauvreté / itinérance / logement abordable	9	7	3	12	5	18	18
Soins de santé	9	17	11	8	5	6	4
Coût de la vie / finances personnelles	8	8	5	8	6	12	7
Représentativité gouvernementale	7	8	7	6	12	6	8
Immigration / réfugiés	5	2	6	5	4	3	3
Impôts / taxe carbone	3	3	2	4	3	3	2

Q2.

Selon vous, quel est le problème le plus important pour les Canadiennes et Canadiens aujourd’hui ?

¹ On pourrait séparer les catégories de l’économie et du chômage, mais nous les avons regroupées car elles recoupent des préoccupations connexes. La catégorie de l’environnement et des changements climatiques comprend la pollution ; celle du coût de la vie englobe les finances personnelles ; celle des représentativité gouvernementale inclut les réponses mentionnant le premier ministre.

Mais la perception du « problème le plus important » au pays varie sensiblement selon les régions, certaines s'attardant surtout sur l'environnement et le climat, d'autres sur l'économie ou le chômage, d'autres encore sur le coût de la vie ou les soins de santé. Ces variations régionales entre priorités et préoccupations déterminent le cadre d'exercice du fédéralisme canadien.

- Au Canada atlantique, ce sont les soins de santé qui sont perçus en 2020 comme le principal problème au pays (17 %), surtout en Nouvelle-Écosse (27 %), mais nettement moins à Terre-Neuve-et-Labrador (10 %), où l'économie et le chômage figurent en tête de liste (19 %).
- En 2019, les **Québécois** s'étaient démarqués en étant les seuls à placer l'environnement et les changements climatiques au premier rang des problèmes au pays (17 %). Mais s'ils ont continué d'y accorder en 2020 une importance prioritaire (14 %), ils ne sont plus les seuls à cet égard.
- L'an dernier, les **Ontariens** étaient plus inquiets de l'économie et du chômage (18 %) que de l'environnement et des changements climatiques (5 %). Mais en 2020, ce dernier enjeu s'est hissé en tête de leurs préoccupations (13 %), devant l'économie et le chômage (11 %). Et pour 12 % d'entre eux, le principal problème réside plutôt dans la pauvreté, les inégalités et le logement².
- Dans les **provinces des Prairies**, l'économie et le chômage éclipsent tous les autres problèmes (24 %), même si la qualité de nos dirigeants reste une vraie préoccupation (12 %). Les résultats dans ces deux catégories sont très semblables à ceux de l'an dernier (26 % et 13 % respectivement). En 2020, c'est en Alberta que l'économie et le chômage suscitent le

plus d'inquiétude (31 %), et en Saskatchewan qu'on se préoccupe le plus de nos dirigeants (13 %), soit presque autant que d'économie et de chômage (15 %). Quant aux Manitobains, ils hésitent à désigner un problème prioritaire entre les soins de santé (9 %), la qualité de nos dirigeants (9 %), la pauvreté, les inégalités et le logement (9 %) ou l'économie et le chômage (8 %) : aucune de ces catégories n'est citée par plus de 10 % d'entre eux.

- Tout comme en 2019, on estime en **Colombie-Britannique** que le principal problème du Canada réside dans la pauvreté, les inégalités et le logement (18 %), surtout en raison du manque de logements abordables. Suivent le problème connexe du coût de la vie (12 %) et celui de l'environnement ou du climat (11 %).
- En 2019, les Canadiens du **Nord** étaient surtout enclins à désigner la pauvreté, les inégalités et le logement comme principal problème au pays. Celui-ci reste au premier plan en 2020 (18 %), mais il est rejoint par l'environnement et le climat (également à 18 %). Le Nunavut se démarque toutefois en citant au premier rang la pauvreté, les inégalités et le logement (27 %), alors que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest y placent plutôt l'environnement et le climat (30 % et 20 % respectivement, soit les taux les plus élevés au pays).

À noter que la désignation du principal problème au pays ne varie pas uniquement selon les régions. Par exemple, on observe entre les groupes d'âge des différences propres à leur cycle de vie. Les personnes âgées sont ainsi plus enclines à juger que les soins de santé sont un problème prioritaire, alors qu'on citera plutôt le coût de la vie ou l'abordabilité du logement au tournant de la trentaine. Cela dit, tous les groupes d'âge se préoccupent à peu près également de l'environnement et du climat.

² Cette catégorie englobe les mentions du logement abordable et de l'itinérance.

Sécurité d'emploi

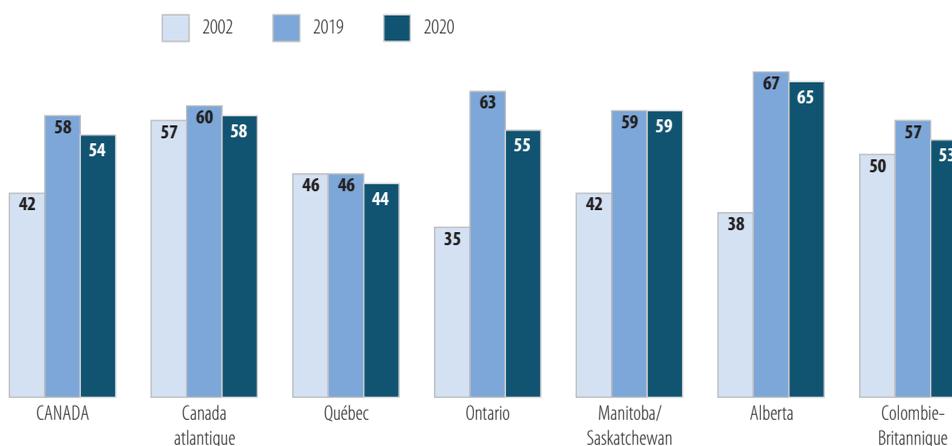
Le niveau plus élevé d'inquiétude économique en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador se traduit dans ces provinces par de plus fortes craintes en matière de sécurité d'emploi.

- Plus de la moitié des Canadiens (54 %) se disent très préoccupés (24 %) ou plutôt préoccupés (30 %) par leur capacité ou celle d'un membre de leur famille immédiate de trouver ou de conserver un emploi stable à temps plein, soit un peu moins que les 58 % de l'an dernier.

- En 2020, cette préoccupation était beaucoup plus forte que la moyenne en Alberta (65 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (63%), au Nunavut (62 %) et en Saskatchewan (60 %), et beaucoup plus faible au Québec (44 %) et au Yukon (35 %).
- Depuis 2019, les craintes en matière de sécurité d'emploi ont sensiblement augmenté au Nunavut, mais elles ont reculé significativement au Yukon et plus faiblement en Ontario et en Colombie-Britannique. Partout ailleurs, elles sont restées plus ou moins inchangées.

Préoccupations en matière de sécurité d'emploi

2002 – 2020 Pourcentage de gens très préoccupés ou plutôt préoccupés



Q76.

Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par votre capacité ou celle d'un membre de votre famille immédiate de trouver ou de conserver un emploi stable à temps plein ?

Lutte contre les changements climatiques

Faits saillants

- Une faible majorité de Canadiens estiment qu'il est plus important de protéger l'environnement que les emplois, contre près des deux cinquièmes qui pensent le contraire. Si la société canadienne dans son ensemble est plutôt divisée sur la question, les différences entre régions sont relativement mineures.
- Les écarts entre les régions sont aussi plus faibles que prévu sur la question du rythme auquel on doit remplacer les combustibles fossiles, comme le pétrole et le gaz, par des énergies renouvelables. Dans l'ensemble, environ la moitié des Canadiens privilégient un remplacement graduel, l'autre moitié se partageant entre remplacement rapide et différé. Partout au pays, une majorité relative privilégie l'élimination graduelle des combustibles fossiles.
- En matière de stratégie climatique, les Canadiens jugent prioritaire de s'assurer **que toutes les régions du pays profitent d'une économie vigoureuse**. Un plus grand nombre d'habitants des 13 provinces et territoires jugent cette mesure plus importante que toutes les autres.
- En Alberta, la mesure la plus souvent citée au deuxième rang des priorités d'une stratégie climatique consiste à **prévenir les pertes d'emploi dans l'industrie du pétrole et du gaz**. Les Albertains sont nettement plus enclins que les autres Canadiens à juger cette mesure prioritaire.
- Pour ce qui est des décisions en matière de climat, les Canadiens restent plus nombreux à faire confiance au gouvernement fédéral plutôt qu'à celui de leur province ou territoire. La proportion d'Albertains qui font confiance à Ottawa, à la fois pour combattre les changements climatiques et gérer les ressources énergétiques, a même augmenté depuis l'an dernier.

Tous les pays sont confrontés à la difficulté d'adopter des politiques climatiques sans nuire à leur économie. Ce défi est particulièrement critique au Canada étant donné la dépendance économique des provinces des Prairies et de celles de la côte atlantique — et dans une certaine mesure de l'Arctique — vis-à-vis du pétrole et du gaz. Depuis un certain temps, le pays semble profondément divisé, du double point de vue idéologique et régional, sur la possibilité de concilier adéquatement la lutte contre les changements climatiques et la protection des emplois du secteur pétrolier et gazier. L'un des principaux facteurs de mécontentement régional réside dans la méfiance de provinces comme l'Alberta et la Saskatchewan à l'égard du gouvernement fédéral, soupçonné de délaisser leur économie de ressources pour s'attirer les faveurs de l'électorat des provinces les plus peuplées du pays, plus préoccupées de questions climatiques.

Pour traiter cet enjeu, le sondage de 2020 comprenait plusieurs questions sur les politiques énergétiques et climatiques.

Protéger l'environnement ou les emplois ?

Nous avons d'abord demandé aux Canadiens s'ils étaient d'accord ou non avec l'idée que la protection de l'environnement est plus importante que la protection des emplois.

Une faible majorité (52 %) ont répondu par l'affirmative, 38 % se sont dits en désaccord avec l'énoncé et 10 % étaient sans opinion. Bien que la société dans son ensemble soit plutôt divisée sur la question, les différences entre régions sont relativement mineures.

- L'énoncé a obtenu la plus faible adhésion en Alberta (45 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (46 %), et la plus forte à l'Île-du-Prince-Édouard (60 %). À l'échelle du pays, l'adhésion est ainsi légèrement inférieure ou supérieure à 50 %. Dans toutes les provinces à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, elle varie en fait de 45 à 55 %.
- C'est uniquement en Alberta qu'une majorité relative (47 %) se dit en désaccord avec l'idée de privilégier l'environnement. Mais ce résultat montre que les Albertains sont tout aussi divisés sur la question que les autres Canadiens.

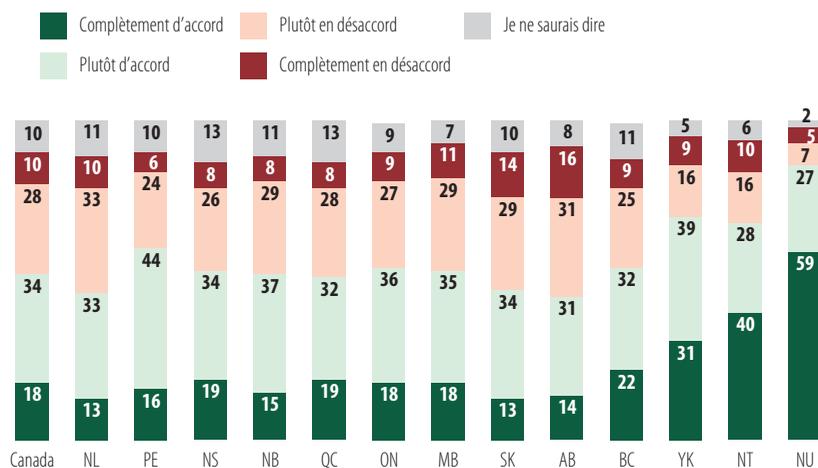
- Par rapport aux provinces, la priorité donnée à l'environnement obtient une plus forte adhésion dans les territoires, où elle varie de 68 % dans les Territoires du Nord-Ouest à 86 % au Nunavut.

L'adhésion à cet énoncé a légèrement reculé par rapport à 2003, époque où l'on avait posé la même question aux Canadiens : 60 % privilégiaient alors l'environnement, contre 52 % en 2020 (le taux de désaccord étant passé de 34 à 38 %). Et comme c'est en Alberta que le taux de désaccord a le plus fortement augmenté (passant de 28 % en 2003 à 47 % en 2020), on peut supposer ce qui suit : l'importance croissante accordée au climat n'a pas incité les Canadiens hors de cette province à privilégier *davantage* l'environnement (puisque'ils s'en souciaient déjà en 2003), mais c'est plutôt le ralentissement économique survenu en Alberta qui a incité ses résidents (et d'autres Canadiens) à donner une *moindre* importance à l'environnement.

Au-delà des écarts régionaux, la priorité donnée à l'environnement recueille une plus forte adhésion chez les peuples autochtones (62 %) que non autochtones (51%), de même que chez les Canadiens de 34 ans et moins (60 %) par rapport à ceux de 35 ans et plus (49 %).

La protection de l'environnement est-elle plus importante que la protection des emplois ?

2020



Q.5d.

[Accord/désaccord] : La protection de l'environnement est plus importante que la protection des emplois.

Élimination graduelle des combustibles fossiles

Les écarts *entre les régions* sont aussi plus faibles que prévu sur la question du rythme auquel le pays doit remplacer les combustibles fossiles, comme le pétrole et le gaz, par des énergies renouvelables. Les Canadiens restent certes divisés — aucune des trois options proposées dans l'enquête n'a fait consensus ou obtenu de majorité — mais cette division s'observe *au sein même de chaque province*. On est donc loin d'un schisme qui dresserait certaines provinces ou régions contre d'autres.

- Globalement, près de la moitié des Canadiens (48 %) privilégient un remplacement graduel pour éviter la perte soudaine des emplois de secteurs comme l'industrie du pétrole et du gaz.
- Le reste des Canadiens se partage entre tenants d'un remplacement rapide ou différé. Selon 21 % d'entre eux, le pays devrait moins se soucier d'éliminer les combustibles fossiles que de protéger les emplois dans des secteurs comme l'industrie du pétrole et du gaz. À l'inverse, 18 % estiment qu'il lui faut éliminer le plus rapidement possible

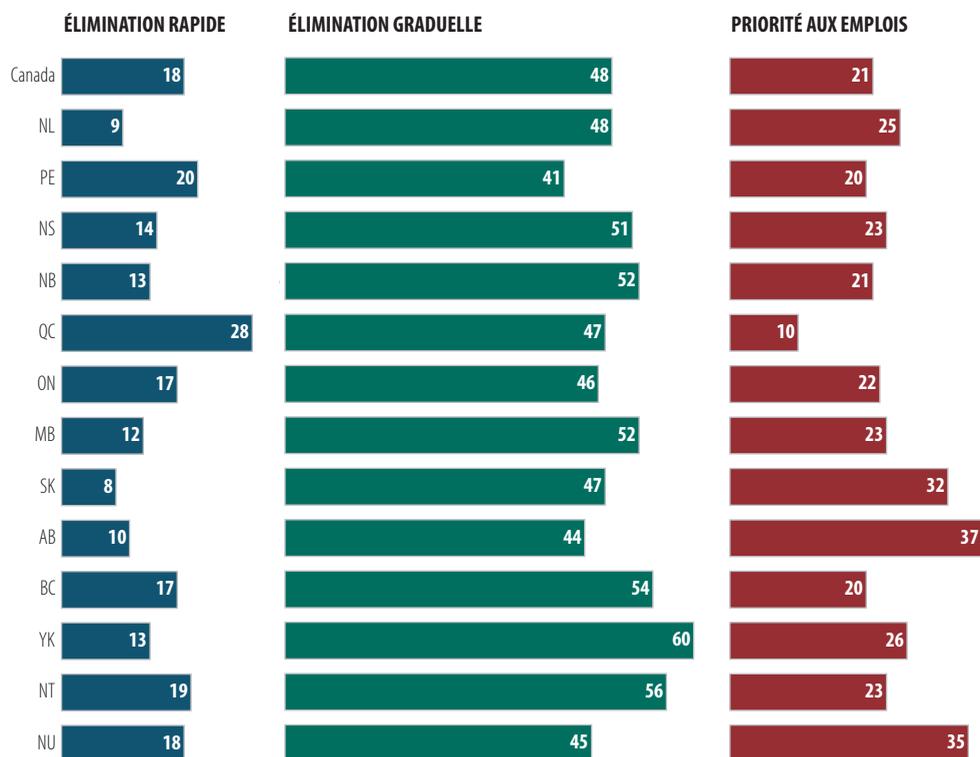
les combustibles fossiles, même au prix de pertes d'emplois dans ces secteurs (13 % se disent sans opinion).

Ce qui est plus significatif toutefois du point de vue de la fédération, c'est qu'une majorité relative favorise partout l'élimination graduelle des combustibles fossiles pour éviter de soudaines pertes d'emploi dans le secteur pétrolier et gazier. L'adhésion à cette option intermédiaire varie, selon les provinces, de 41 % à l'Île-du-Prince-Édouard à 54 % en Colombie-Britannique (selon les territoires, de 45 % au Nunavut à 60 % au Yukon). Et elle s'établit à 44 % en Alberta, soit à peine moins que la moyenne nationale.

C'est la deuxième option qui suscite les plus fortes variations. C'est ainsi que 28 % des Québécois privilégient une élimination rapide, même au prix de pertes d'emplois, contre seulement 10 % des Albertains, 9 % des Terre-Neuviens et 8 % des Saskatchewanais. Inversement, 37 % des Albertains, 35 % des habitants du Nunavut et 32 % des Saskatchewanais jugent prioritaire de protéger les emplois du secteur pétrolier et gazier, contre seulement 10 % des Québécois.

Options de lutte contre les changements climatiques : devrions-nous éliminer graduellement l'utilisation des combustibles fossiles ?

2020



Q28. Certains sont d'avis que pour lutter contre les changements climatiques, les pays comme le Canada devraient réduire progressivement l'utilisation des combustibles fossiles, comme le pétrole et le gaz, et les remplacer par des sources d'énergie renouvelables. À ce sujet, laquelle de ces trois options préférez-vous ?

Priorités de la lutte contre les changements climatiques

En matière de stratégie climatique, les Canadiens de toutes les régions du pays partagent aussi des priorités semblables, à quelques exceptions près.

Parmi les 10 mesures d'une telle stratégie que nous leur avons demandé de classer par priorité (élevée, moyenne, faible ou nulle), 60 % des Canadiens ont désigné comme hautement prioritaire celle qui consiste à **s'assurer que toutes les régions du pays profitent d'une économie vigoureuse**.

Sur ce point, la similitude des réponses est partout frappante : dans chaque province et territoire, un plus grand nombre de répondants la jugent plus importante que toutes les autres.

Deux observations découlent de ces résultats : les Canadiens s'entendent non seulement sur la « priorité élevée » d'une même mesure, mais cette mesure est précisément celle qui souligne l'importance de l'équité entre régions.

Les deuxième et troisième mesures jugées hautement prioritaires sont aussi de nature économique : **maintenir de bas taux d'imposition** (une priorité élevée pour 50 % des répondants) et **s'assurer que nos entreprises sont toujours en mesure de concurrencer** les entreprises américaines (une priorité élevée pour 46 % des répondants). Et elles se classent aux deuxième et troisième rangs des mesures jugées hautement prioritaires dans 6 provinces sur 10 (Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ontario, Manitoba et Colombie-Britannique)³.

Mais en Alberta, la « priorité élevée » la plus souvent citée au deuxième rang (54 %) consiste à **prévenir les pertes d'emplois dans l'industrie du pétrole et du gaz** (au troisième rang en Saskatchewan). Ailleurs au pays, seuls 30 % des Canadiens sont enclins à juger cette mesure hautement prioritaire.

Trois autres mesures, cette fois de nature climatique, sont vues comme hautement prioritaires par plus ou moins 40 % des Canadiens : **veiller à ce que tous les premiers ministres des provinces et des territoires soient d'accord** avec la stratégie du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques (43 %) ; **atteindre les cibles de réduction des gaz à effet de serre** que le Canada a acceptées en signant l'Accord de Paris sur les changements

Stratégie de lutte contre les changements climatiques : priorités

2020

	Priorité élevée	Priorité élevée ou moyenne
S'assurer que toutes les régions du Canada profitent d'une économie forte	60	86
Maintenir de bas taux d'imposition	50	81
S'assurer que nos entreprises soient toujours en mesure de concurrencer les entreprises américaines	46	78
Veiller à ce que les premiers ministres de toutes les provinces et des territoires soient d'accord avec la stratégie du Canada en matière de lutte aux changements climatiques	43	74
Être un exemple pour les autres pays	40	73
Atteindre les cibles de réduction des gaz à effet de serre que le Canada a acceptées en signant des accords internationaux, comme l'Accord de Paris sur les changements climatiques	40	70
Prévenir les pertes d'emplois dans l'industrie du pétrole et du gaz	33	70
Augmenter les exportations canadiennes de ressources comme le gaz naturel vers les autres pays pour permettre à ceux-ci de réduire progressivement leur utilisation de sources d'énergie moins propres, comme le charbon	32	68
Mettre fin le plus rapidement possible à notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles comme le pétrole et le gaz	28	62
Réduire au minimum l'interférence gouvernementale dans l'économie de libre marché	22	58

Q33.

Lorsqu'il s'agit d'élaborer une stratégie de lutte aux changements climatiques, croyez-vous que les mesure suivantes devraient être une priorité élevée, une priorité moyenne, une faible priorité ou pas du tout une priorité pour le Canada ?

³ Certains pourraient interpréter cette relative importance accordée au maintien de faibles taux d'imposition comme un rejet de la taxe carbone fédérale. Cela n'est pas nécessairement le cas, car le sondage n'en faisait pas explicitement mention et parce que ses défenseurs soutiendraient que les remboursements de taxe carbone offerts aux ménages en atténuent l'effet sur les revenus.

climatiques (40 %) ; **être un exemple pour les autres pays du globe** (40 %). La première, sur l'entente entre premiers ministres, est *plus souvent* citée comme priorité élevée au Nunavut (55 %), au Québec (49 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (48 %). Les deux autres, sur les cibles de réduction et l'exemplarité du Canada, le sont *plus souvent* dans les territoires (54 % et 53 % respectivement) et *plus rarement* dans les Prairies (30 % et 34 % respectivement).

Enfin, moins du tiers des Canadiens désignent comme hautement prioritaires les trois mesures suivantes : **augmenter les exportations canadiennes de ressources comme le gaz naturel** pour permettre à d'autres pays de réduire progressivement leur utilisation des sources d'énergie moins propres comme le charbon (32 %) ; **mettre fin le plus rapidement possible à notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles** comme le pétrole et le gaz (28 %) ; **minimiser l'interférence gouvernementale** dans l'économie de libre marché (22 %). La première, sur les exportations, est *plus souvent* citée qu'en moyenne comme priorité élevée en Alberta (45 %) mais pas en Colombie-Britannique (31 %), d'où pourraient provenir ces exportations. C'est au Québec qu'on priorise le *plus souvent* la fin rapide de notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles (38 %).

On observe aussi des différences notables en ce qui concerne l'importance de mettre fin le plus rapidement possible à la dépendance aux combustibles fossiles. Cette priorité est ainsi jugée faible ou nulle par 47 % des répondants de l'Alberta et de la Saskatchewan, mais seulement par 29 % en Colombie-Britannique, 28 % en Ontario, 27 % au Canada atlantique, 26 % dans les territoires et 17 % au Québec.

En somme, la priorisation des mesures climatiques illustre une série d'ententes et de désaccords à l'échelle du pays. De nombreux Canadiens de toutes les régions souhaitent ainsi maintenir la vigueur de l'économie de chaque région, de faibles taux d'imposition et la compétitivité de leurs entreprises. À l'opposé, ils sont moins nombreux (également dans toutes les régions) à s'inquiéter de l'interférence gouvernementale dans l'économie. Parallèlement, la priorité donnée aux emplois du secteur pétrolier et gazier, ou à la question connexe de notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, varie sensiblement selon les régions. Enfin, ces résultats font ressortir ce dilemme indissociable de la question du climat au Canada : en principe, les Canadiens veulent partout assurer la prospérité de toutes les régions tout en luttant contre les changements climatiques ; en pratique, la plupart des Albertains estiment que cette ambition doit englober la protection des emplois du secteur pétrolier et gazier, même si bon nombre de leurs compatriotes des autres régions en sont moins convaincus.

Gestion des politiques énergétiques et climatiques

On a assisté cette année à la prolongation de plusieurs conflits fédéraux-provinciaux sur l'orientation des politiques énergétiques et climatiques du pays. Certaines provinces ont engagé des poursuites en vue d'invalider la taxe carbone pour motif d'inconstitutionnalité, tandis que l'Alberta et la Saskatchewan réprouvaient fermement une nouvelle loi fédérale sur la réglementation du développement des ressources, tout en reprochant à Ottawa la lente progression des projets d'oléoducs.

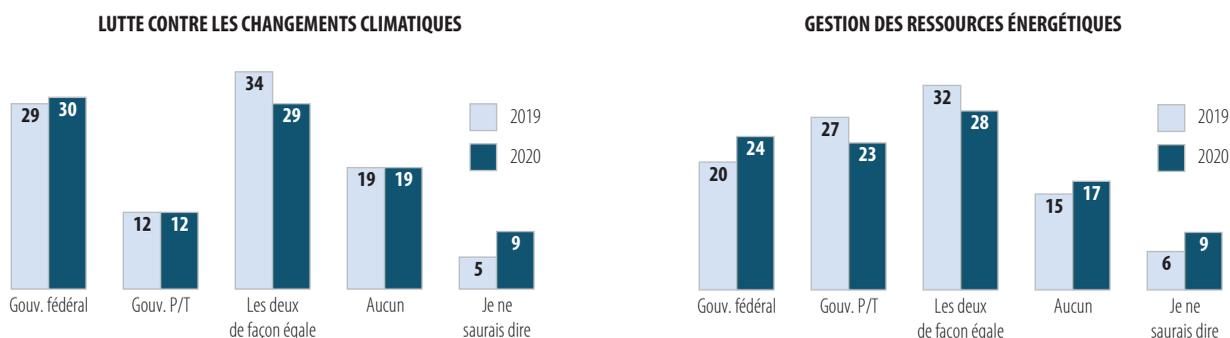
Pourtant, le sondage de 2020 montre qu'à l'échelle du pays ces querelles intergouvernementales n'ont guère influencé

les attitudes du public face à la gestion de ces enjeux au sein de la fédération.

Pour ce qui est des décisions en matière de changements climatiques, par exemple, les Canadiens sont plus nombreux à faire confiance au gouvernement fédéral (30 %) qu'à leur gouvernement provincial ou territorial (12 %). Près du tiers (29 %) font confiance aux deux ordres de gouvernement, 19 % se méfient de l'un comme de l'autre et 9 % se disent sans opinion. Signalons aux fins de cette analyse que ces données sont presque identiques à celles du sondage de 2019.

Ordre de gouvernement auquel on fait le plus confiance pour traiter les enjeux clés ?

2019 – 2020 Canada

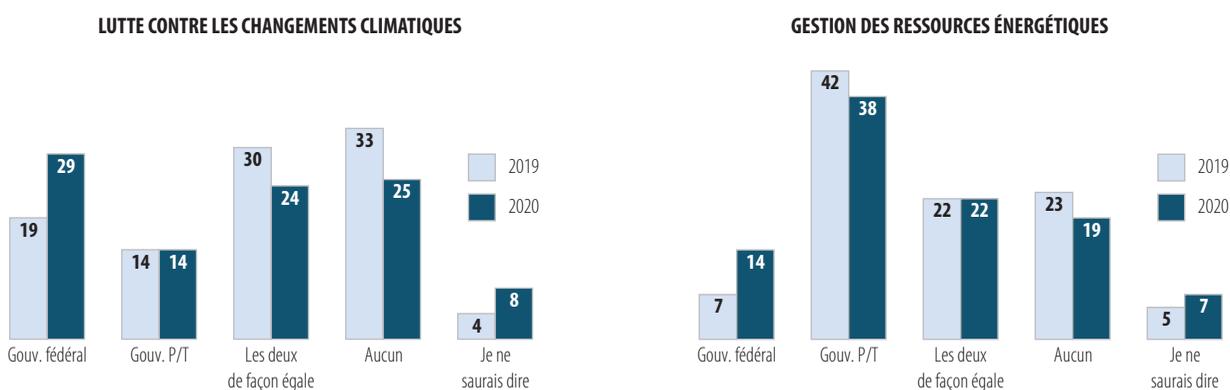


Q.25c & d.

Indiquez l'ordre de gouvernement auquel vous faites le plus confiance pour prendre les bonnes décisions dans les domaines suivants :

Ordre de gouvernement auquel on fait le plus confiance pour traiter les enjeux clés ?

2019 – 2020 Alberta



Q.25c & d.

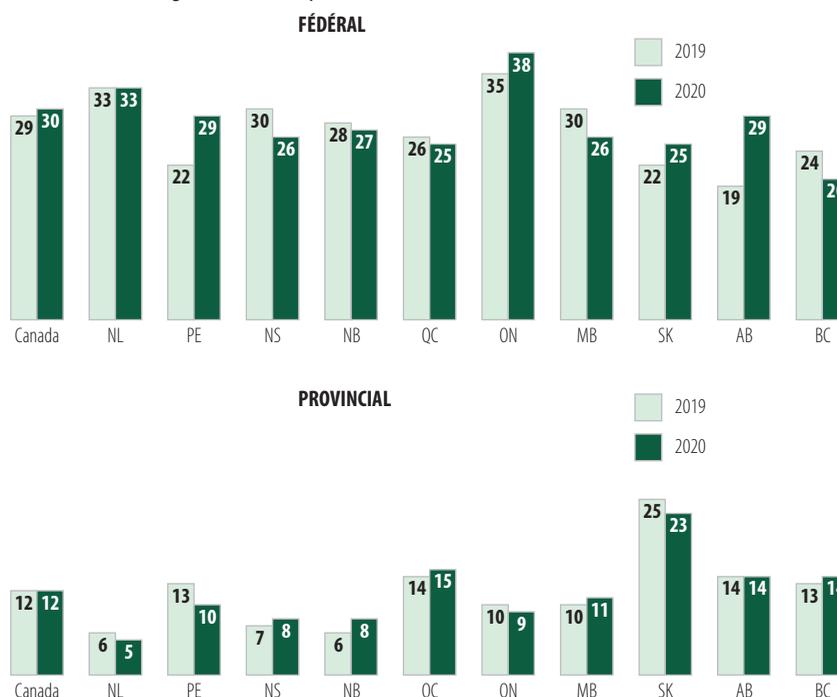
Indiquez l'ordre de gouvernement auquel vous faites le plus confiance pour prendre les bonnes décisions dans les domaines suivants :

Si la situation a peu changé à l'échelle nationale, il en va tout autrement en Alberta. En un an, le nombre d'Albertains qui font surtout confiance au gouvernement fédéral pour lutter contre les changements climatiques a augmenté de 10 points de pourcentage passant de 19 à 29 %. Le nombre de ceux qui font d'abord confiance à leur province est resté

le même (14 %), mais il a diminué à la fois chez ceux qui font confiance aux deux ordres de gouvernement ou s'en méfient. Tout cela à la suite de l'élection au printemps 2019 d'un nouveau gouvernement albertain ayant adopté vis-à-vis d'Ottawa une approche plus conflictuelle en matière de changements climatiques.

Ordre de gouvernement auquel on fait le plus confiance pour traiter les enjeux clés — Lutte contre les changements climatiques

2019 – 2020 Changements climatiques



Q.25c.

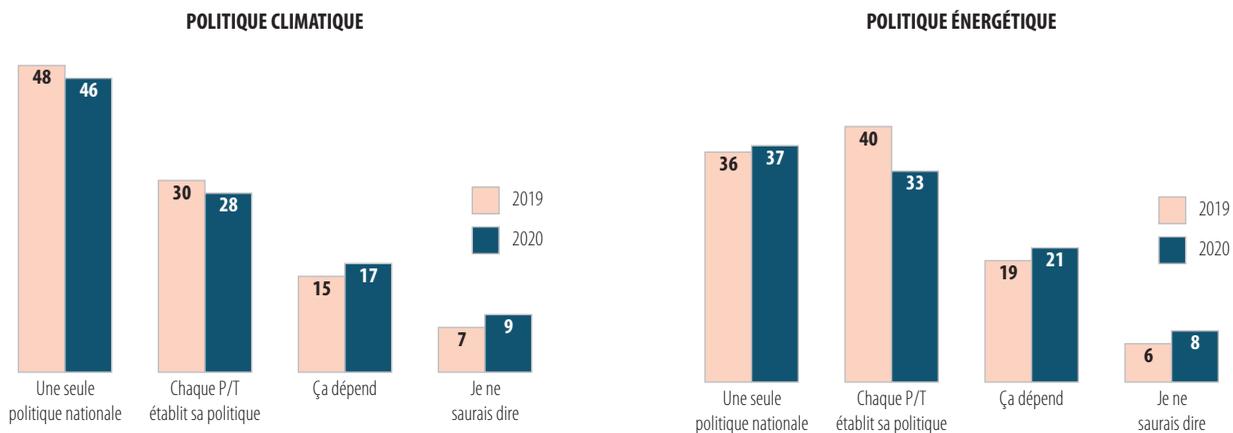
Indiquez l'ordre de gouvernement auquel vous faites le plus confiance pour prendre les bonnes décisions dans les domaines suivants :

À propos de **politiques climatiques** comme la tarification du carbone, nous avons aussi demandé aux Canadiens s'ils préféreraient que le gouvernement fédéral définisse une politique nationale ou que chaque province et territoire adopte ses propres moyens d'action. Les résultats ont peu varié par rapport à l'an dernier. Près de la moitié (46 %) des répondants privilégient aujourd'hui une politique nationale,

28 % préfèrent des politiques provinciales ou territoriales, 17 % jugent que cela dépend du contexte et 9 % n'ont pas d'opinion. C'est principalement en Ontario (51 %) et en Colombie-Britannique (51 %) qu'on privilégie une politique nationale, beaucoup moins dans les provinces des Prairies (36 %), notamment en Saskatchewan (30 %).

Une seule politique nationale ?

2019 – 2020

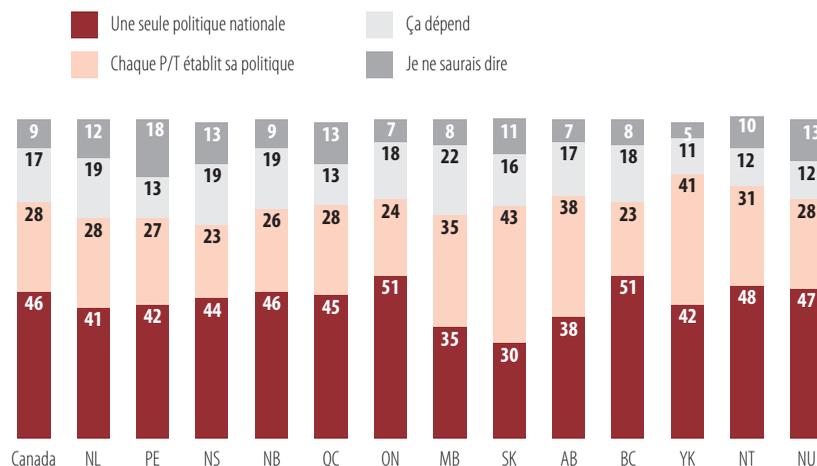


Q.26c & e.

Pour chacun des énoncés suivants, veuillez indiquer si vous pensez que le gouvernement fédéral devrait établir une politique nationale pour le Canada qui serait la même pour toutes les provinces et tous les territoires, ou si vous pensez qu'il ne devrait pas y avoir de politique nationale, et que chaque province et chaque territoire devrait pouvoir établir sa propre politique.

Une seule politique nationale sur les changements climatiques?

2020



Q.26c.

Pour chacun des énoncés suivants, veuillez indiquer si vous pensez que le gouvernement fédéral devrait établir une politique nationale pour le Canada qui serait la même pour toutes les provinces et tous les territoires, ou si vous pensez qu'il ne devrait pas y avoir de politique nationale, et que chaque province et chaque territoire devrait pouvoir établir sa propre politique : c) Une politique sur les changements climatiques, par exemple pour décider d'adopter une taxe sur les émissions de carbone.

À l'échelle du pays, on observe aussi peu de changement d'opinion à propos de la **gestion des ressources énergétiques**. Pour prendre de bonnes décisions en la matière, les avis se répartissent à peu près également entre ceux qui font surtout confiance au fédéral (24 %), à leur gouvernement provincial ou territorial (23 %) et aux deux ordres de gouvernement (28 %), alors que 17 % se méfient des deux et que 9 % se disent sans opinion. La confiance à l'égard de leur propre gouvernement est cependant beaucoup plus forte en Saskatchewan (39 %), en Alberta (38 %) et dans les territoires (36 %).

En moyenne, signalons sur ces 12 derniers mois une légère hausse de la confiance à l'égard du gouvernement fédéral (4 points de pourcentage) et une faible baisse à l'égard des gouvernements provinciaux et territoriaux (4 points de pourcentage également), la confiance qu'inspire Ottawa ayant plus sensiblement augmenté en Alberta (doublant de 7 à 14 %) et en Ontario (passant de 27 à 33 %).

Pour ce qui est d'établir si notre **politique énergétique** doit être définie centralement par Ottawa (qui choisirait

par exemple les sources d'énergie à exploiter) ou laissée à l'initiative de chaque province et territoire, les avis ont légèrement évolué en faveur du gouvernement fédéral. En 2019, une majorité relative de 40 % de Canadiens disaient préférer que chaque province et territoire définisse ses propres politiques, contre 36 % qui privilégiaient une seule politique nationale. Ce n'est plus le cas en 2020 : le soutien à une approche provinciale-territoriale autonome a reculé de 7 points pour s'établir à 33 %, tandis que l'approche fédérale a gagné 1 point pour atteindre 37 % (le nombre des répondants pour qui cela dépend du contexte ou se disant sans opinion est passé de 25 à 29 %). L'autonomie provinciale en matière énergétique reste principalement soutenue en Saskatchewan (45 %), en Alberta (44 %), au Québec (40 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (40 %), et plus encore dans les trois territoires (47 %). Signalons toutefois que le nombre de répondants qui préfèrent des politiques autonomes à une même politique nationale a clairement baissé dans deux de ces provinces, soit l'Alberta (de 55 à 44 %) et le Québec (de 49 à 40 %).

Fédéralisme, régionalisme et nationalisme

Faits saillants

- *La perception d'un manque de respect ou d'influence au sein de la fédération s'est accentuée au Nouveau-Brunswick, elle s'est un peu atténuée en Alberta (tout en restant historiquement forte), elle a continué de faiblir en Colombie-Britannique et elle a légèrement fluctué dans les trois territoires.*
- *La proportion de Canadiens pour qui le fédéralisme présente plus d'avantages que désavantages n'a jamais été aussi faible depuis la première fois qu'on leur a posé la question, il y a plus de 20 ans.*
- *Seulement 15 % des Québécois francophones de moins de 45 ans se perçoivent principalement comme fédéralistes.*
- *L'appui à la « séparation » des provinces de l'Ouest a faibli en un an à l'échelle de la région, avec une tendance un peu plus marquée en Alberta et en Saskatchewan. Mais cet appui reste relativement important (environ 40 %) d'un point de vue historique.*
- *Les faits marquants de l'actualité économique et politique de 2019 n'ont finalement pas amoindri la confiance des Canadiens en leur capacité de surmonter leurs différends.*

Le sondage de 2019 avait notamment pour but d'actualiser les données disponibles sur l'évolution du soutien ou de la désaffection à l'égard du régime fédéral du Canada. Au cours des dernières décennies, cette désaffection s'est manifestée sous deux formes bien connues : l'appui à la

souveraineté au Québec et le « sentiment d'aliénation » dans les provinces de l'Ouest (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique). Pour assurer le suivi de ces attitudes, le sondage de 2020 a reposé certaines questions du sondage de 2019, qui, dans plusieurs cas, figuraient aussi périodiquement dans les sondages précédents.

Le sondage de 2019 avait montré qu'aucune région n'a l'exclusivité du sentiment d'insatisfaction suscité par le fonctionnement du fédéralisme. De nombreux habitants du Nord et du Canada atlantique, par exemple, n'en sont pas moins insatisfaits que leurs compatriotes de l'Ouest. Par ailleurs, il semble de moins en moins utile de parler des regroupements régionaux de l'« Ouest » ou du « Canada atlantique » quand des provinces voisines, dans ces régions, affichent des avis parfois très divergents sur la fédération.

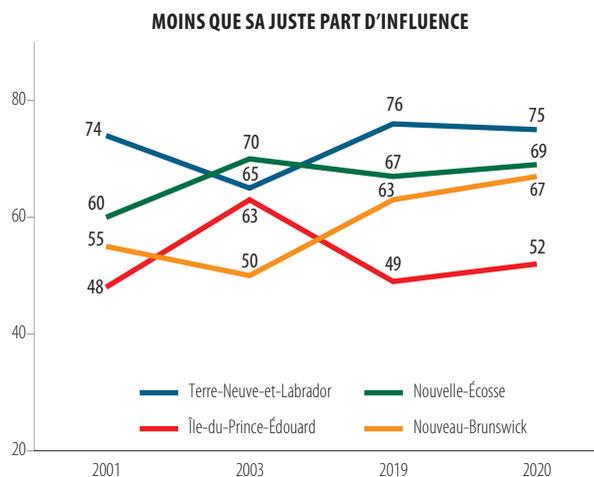
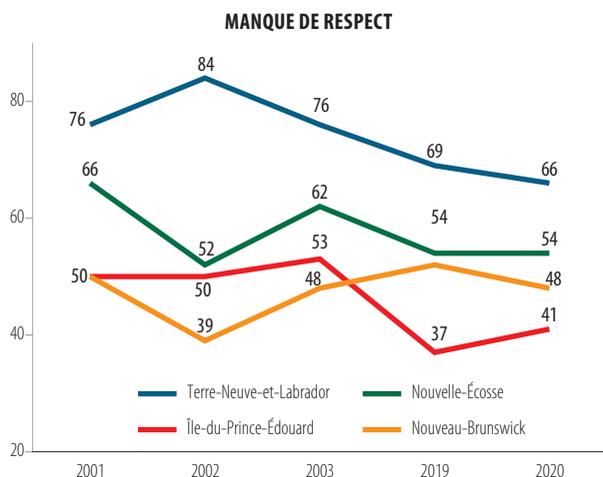
Respect et influence

Nous avons demandé aux Canadiens si leur province ou territoire obtient le respect qui lui revient et exerce sa juste part d'influence dans les grandes décisions nationales. Leurs réponses ont peu varié par rapport à 2019, mais quelques changements sont intervenus depuis l'an dernier : la perception d'un manque de respect ou d'influence s'est accentuée au Nouveau-Brunswick, elle s'est un peu atténuée en Alberta (tout en restant historiquement forte), elle a continué de faiblir en Colombie-Britannique et a légèrement fluctué dans les trois territoires du Nord.

- Au **Canada atlantique**, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse restent les plus mécontents, plus de la moitié estimant que leur province n'est pas respectée et environ 70 % qu'elle exerce trop peu d'influence dans les grandes décisions du pays. Mais sur près de 20 ans, c'est au **Nouveau-Brunswick** que le changement est le plus marqué : alors que ses résidents

s'estimaient nettement moins lésés qu'ailleurs dans la région, la proportion de ceux qui jugent leur province suffisamment respectée a chuté de 60 % en 2002 à 30 % en 2020⁴. De même, la proportion de ceux qui jugent qu'elle a suffisamment d'influence a reculé de 42 % en 2003 à 16 % en 2020.

Respect et influence : Canada atlantique 2001 – 2020



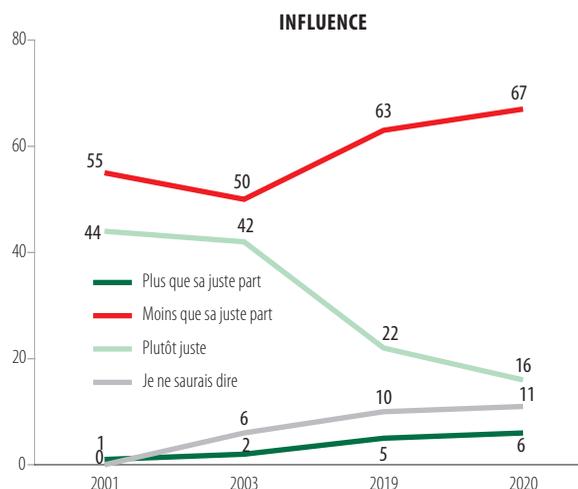
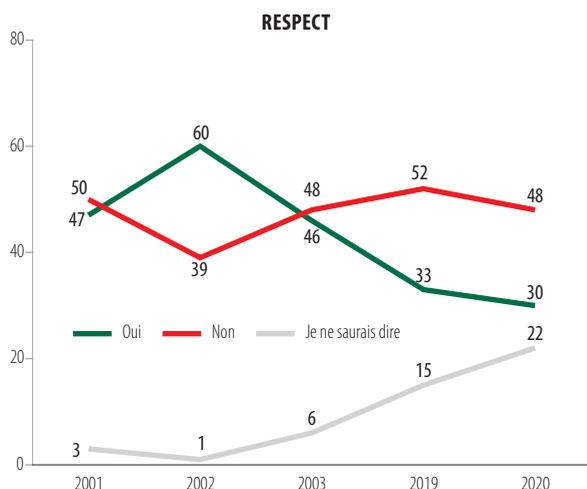
Q.9.

Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

Respect et influence : Nouveau-Brunswick 2001 – 2020



Q.9.

Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

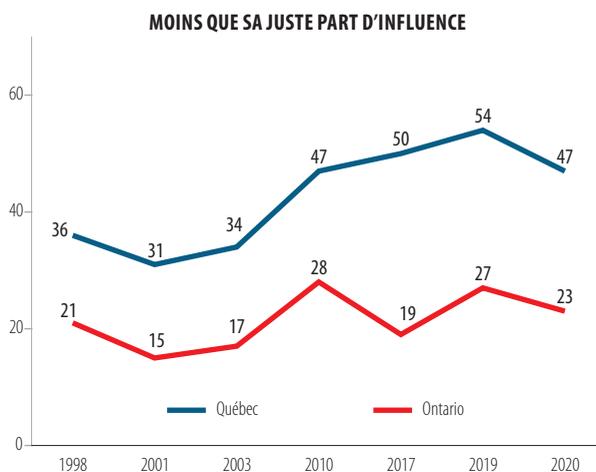
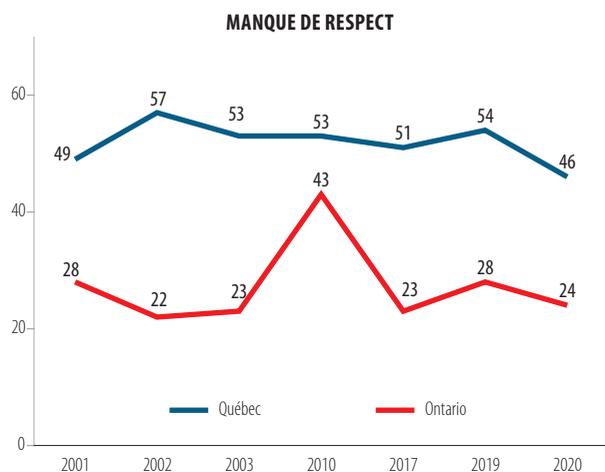
⁴ La proportion de Néo-Brunswickois qui jugent que leur province n'est pas respectée a augmenté plus faiblement, alors qu'ils sont beaucoup plus nombreux à se dire sans opinion.

- La proportion de résidents du **Québec** estimant que leur province est suffisamment respectée demeure étonnamment stable : elle s'établit aujourd'hui à 38 % et se maintient depuis 20 ans autour de 40 %. Mais la proportion de ceux pour qui elle exerce sa juste part d'influence a continué de baisser, passant de 50 % en 2003 à 26 % en 2020 — une tendance clé à prendre en compte pour analyser le retour en force du Bloc québécois aux élections fédérales de 2019.

- L'Ontario** reste la seule province dont la majorité des résidents (62 %) estiment qu'elle obtient le respect qui lui revient. Pour ce qui est du nombre d'Ontariens qui jugent que leur province exerce suffisamment d'influence, les autres Canadiens pourraient s'étonner d'apprendre qu'il a baissé de 57 % en 2001 à 39 % en 2020. Ce recul est toutefois compensé par la double hausse du nombre d'Ontariens qui jugent que l'influence de leur province a *diminué* (8 points de pourcentage de plus qu'en 2001) ou *augmenté* (7 points de pourcentage de plus).

Respect et influence : Québec et Ontario

1998 – 2020



Q.9.

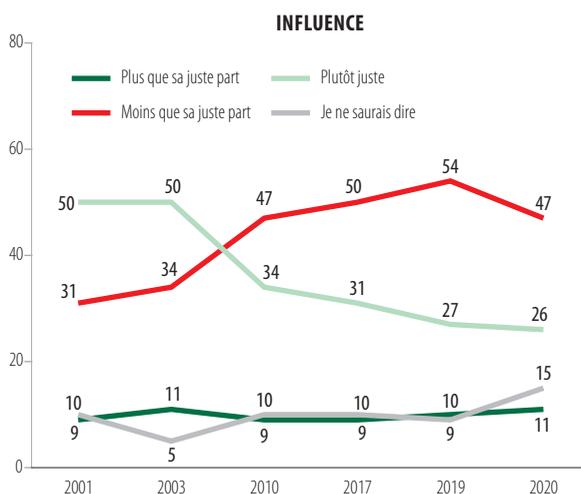
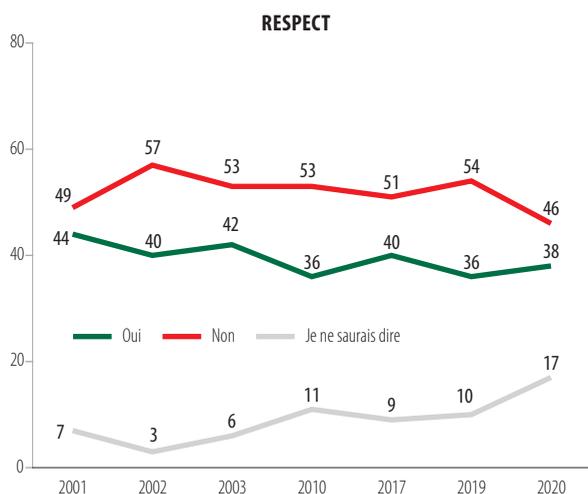
Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

Respect et influence : Québec

2001 – 2020



Q.9.

Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

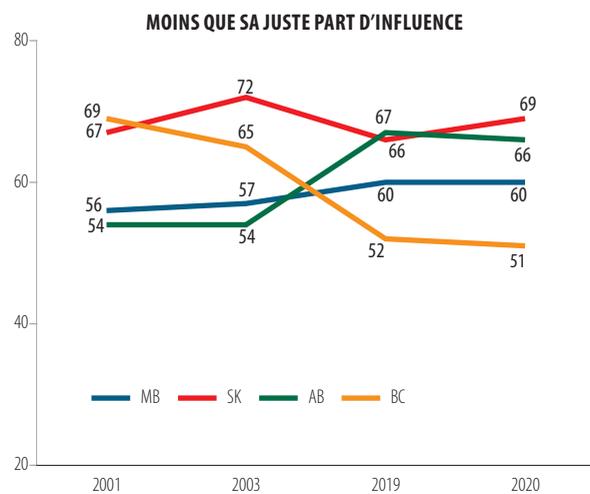
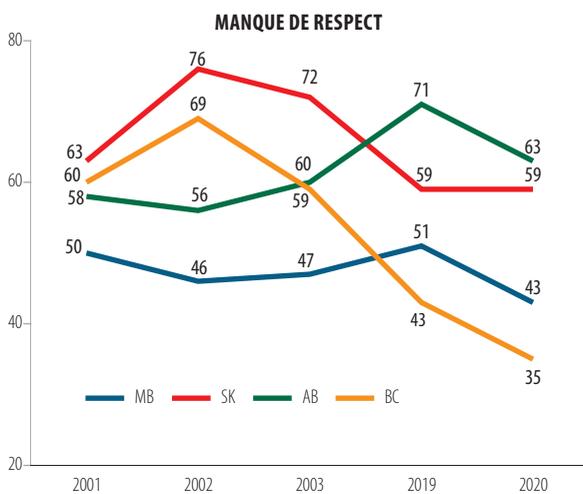
Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

- Dans l'Ouest, les attitudes ont évolué de façon aussi notable que contrastée en Alberta et en Colombie-Britannique (mais plutôt stable au Manitoba et en Saskatchewan). Le sondage de 2019 avait révélé en Alberta une insatisfaction en hausse sur les deux questions du respect et de l'influence. Celui de 2020 montre que ce sentiment d'aliénation régional s'est atténué, tout en restant historiquement supérieur à la norme. Cette année, 63 % des Albertains (plutôt que 71 % l'an dernier)

jugent que leur province est insuffisamment respectée au Canada. Cette tendance à la « désaliénation » s'affirme aussi en Colombie-Britannique, où le nombre d'habitants estimant que leur province est insuffisamment respectée a reculé de 69 % en 2002 à 35 % en 2020 (et de 8 points de pourcentage par rapport à l'an dernier, alors qu'il était de 43 %). Le nombre de Britanno-Colombiens qui jugent que leur province a trop peu d'influence a également diminué de 69 % en 2001 à 51 % aujourd'hui.

Respect et influence : Ouest canadien 2001 – 2020



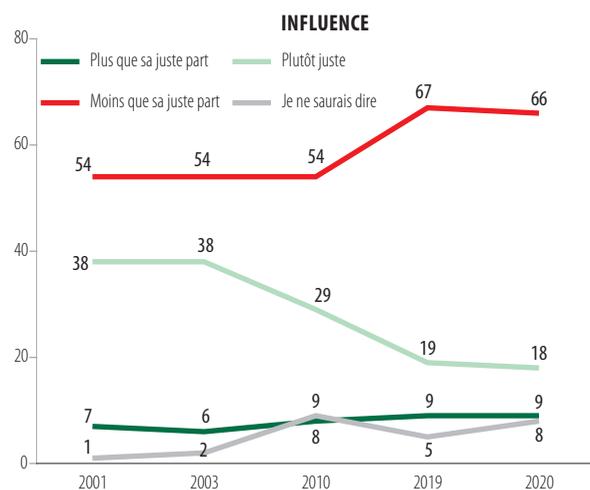
Q.9.

Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

Respect et influence : Alberta 2001 – 2020



Q.9.

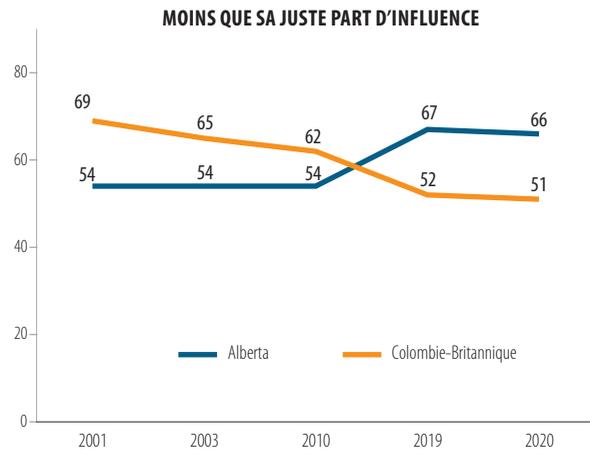
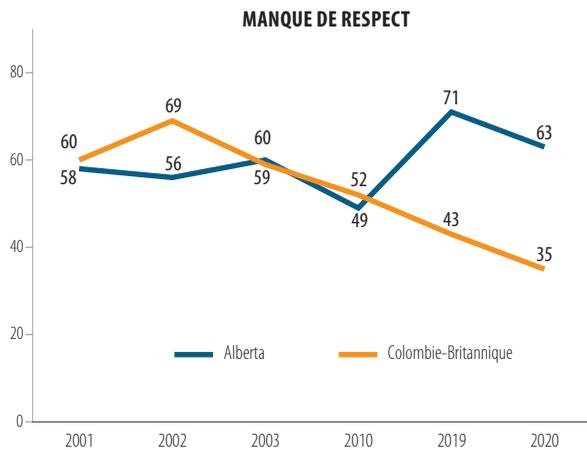
Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

Respect et influence : Alberta et Colombie-Britannique

2001 – 2020



Q.9.

Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

Q10.

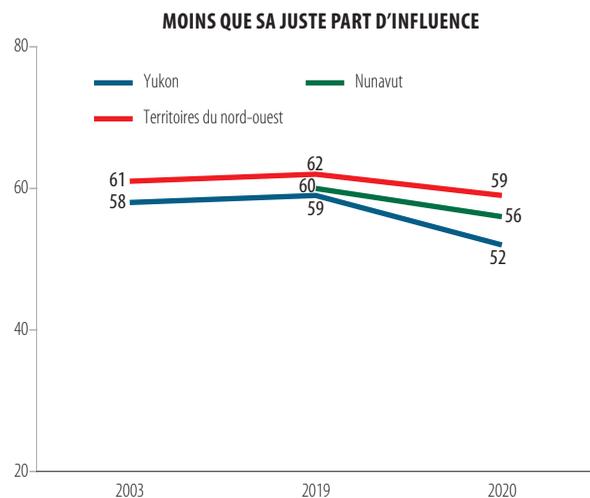
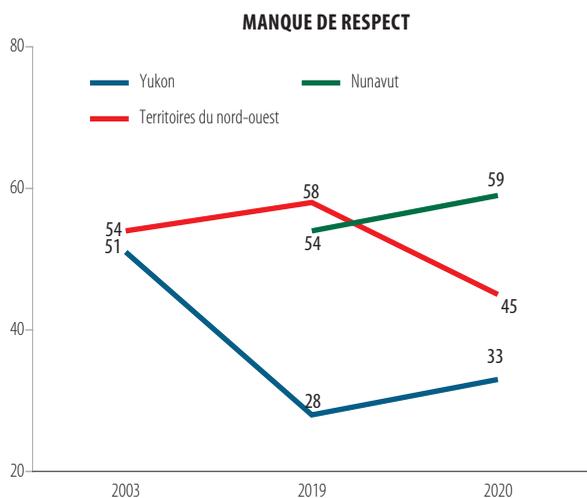
Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

- On observe une diversité de schémas dans les trois territoires. Le sentiment de respect s'est renforcé dans les **Territoires du Nord-Ouest** (le nombre de ses habitants qui jugent que leur territoire n'est *pas* respecté a reculé de 58 % en 2019 à 45 % en 2020), mais il s'est légèrement détérioré au Yukon et au Nunavut (le sentiment d'irrespect a augmenté de 5 points de pourcentage dans chacun de ces territoires). Sur cette question, les territoires

voisins du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest étaient très éloignés en 2019 (avec un écart de 30 points de pourcentage) mais se sont sensiblement rapprochés en 2020 (écart réduit à 12 points de pourcentage). Au chapitre de l'influence, les avis sont restés plus stables par rapport à l'an dernier, sauf au Yukon, où l'on est un peu moins nombreux à juger que le territoire a trop peu d'influence.

Respect et influence : le Nord

2003 – 2020



Q.9.

Selon vous, [votre province ou territoire] obtient-il le respect qui lui revient au sein du Canada, ou non ?

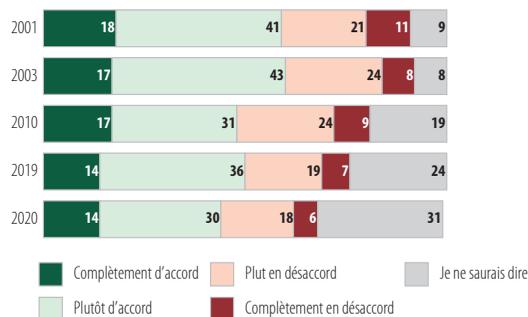
Q10.

Selon vous, quelle influence exerce [votre province ou territoire] sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national au Canada ?

Avantages et désavantages du fédéralisme

Selon le sondage de 2020 sur la Confédération de demain, le nombre de Canadiens estimant que le fédéralisme présente plus d'avantages que *désavantages* pour leur province ou territoire n'a jamais été aussi faible en plus de 20 ans. Lorsqu'on leur a posé la question pour la première fois, au début des années 2000, environ 60 % se disaient d'accord avec cet énoncé. Ils n'étaient plus que 50 % à la fin des années 2010, et ils sont 44 % en 2020. Pour autant, ceux qui se disent *en désaccord* ne sont pas plus nombreux, au contraire. C'est plutôt leur incertitude qui s'est amplifiée, puisque la proportion de ceux qui se disent *indécis* ou *sans opinion* (selon les sondages) a augmenté, passant de 19 % en 2010 à 31 % en 2020. Or, dans la même période, la proportion de Canadiens *en désaccord* avec l'énoncé a reculé de 33 à 24 %. Il semble en fait qu'avec le temps ils soient devenus moins convaincus des avantages du fédéralisme sans nécessairement se persuader de ses inconvénients.

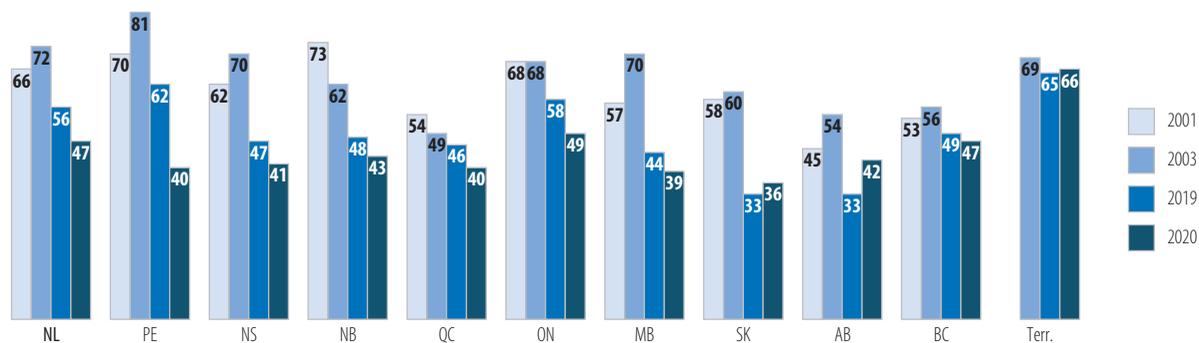
Le fédéralisme canadien représente-t-il plus d'avantages que de désavantages pour votre province / territoire ? 2001 – 2020



Q.22d.
D'accord/Désaccord : Le fédéralisme canadien représente plus d'avantages que de désavantages pour votre [province ou territoire].

Le fédéralisme canadien représente-t-il plus d'avantages que de désavantages pour votre province ou votre territoire ?

2001 – 2020 Pourcentage de personnes qui sont complètement d'accord ou plutôt d'accord



Q.22d.
D'accord/Désaccord : Le fédéralisme canadien représente plus d'avantages que de désavantages pour votre [province ou territoire].

Selon le dernier sondage, la récente baisse du taux d'appui au fédéralisme est plus marquée au Canada atlantique, en Ontario et au Québec que dans l'Ouest, mais uniquement parce qu'il avait faibli dans l'Ouest bien avant 2019.

- En 2019, seuls 35 % des résidents des **Prairies** jugeaient que le fédéralisme présente plus d'avantages que *désavantages*, alors qu'ils étaient 58 % en 2003. En 2020, l'appui au fédéralisme a remonté de cinq points dans toute la région pour atteindre 40 %, notamment grâce à une hausse de 33 à 42 % en **Alberta** (où le taux d'appui reste toutefois inférieur aux 54 % de 2003).
- Au tournant des années 2000, environ 70 % des résidents du **Canada atlantique** et de l'**Ontario** jugeaient que le fédéralisme présente plus d'avantages que *désavantages*. Au Canada atlantique, ce taux avait reculé à 50 % en 2019 et il a encore baissé en 2020 pour s'établir à 43 %. Le recul est semblable en Ontario, avec un taux d'appui au fédéralisme s'établissant à 49 % en 2020.

- Au **Québec**, la proportion de résidents estimant que le fédéralisme présente plus d'avantages que *désavantages* a progressivement diminué, reculant de 54 % en 2001 à 40 % en 2020.
- Le **Nord** est la seule région où l'appui au fédéralisme s'est maintenu, puisque environ les deux tiers de ses résidents estiment toujours qu'il présente plus d'avantages que *désavantages* pour leur territoire.

On peut conclure de ces différents changements que l'écart entre les provinces s'est considérablement amoindri en ce qui touche la perception du fédéralisme. En 2003, pas moins de 32 points de pourcentage séparaient les deux provinces au taux d'appui le plus élevé (l'Île-du-Prince-Édouard) et le plus faible (le Québec). En 2020, seulement 13 points séparent les deux provinces à l'appui le plus fort (désormais l'Ontario) et l'appui le plus faible (la Saskatchewan).

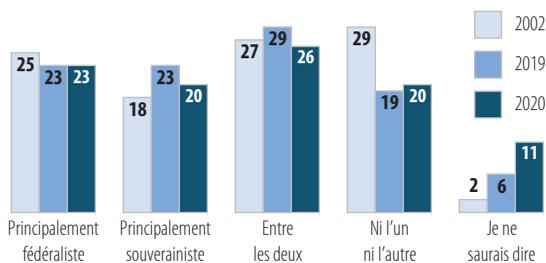
Quitter la fédération ?

La souveraineté du Québec. En dépit des revers électoraux des partis souverainistes de la province, le sondage de 2019 avait révélé l'étonnante stabilité depuis le début des années 2000 du nombre de Québécois qui s'identifient principalement comme fédéralistes ou souverainistes (et même « entre les deux » ou « ni l'un ni l'autre »). De nouveau, on n'observe aucun réel changement de 2019 à 2020. Environ un Québécois sur cinq se perçoit principalement comme fédéraliste, la même proportion comme principalement souverainiste, et un autre cinquième comme « ni l'un ni l'autre ». Ils sont légèrement plus nombreux à se situer entre les deux. Seulement 15 % des Québécois francophones de 45 ans et moins se perçoivent principalement comme fédéralistes.

Ces résultats aident à contextualiser la résurgence du Bloc québécois à l'élection fédérale d'octobre 2019. Il a ainsi regagné le statut de parti officiel à la Chambre des communes sans aucune hausse du nombre de Québécois s'identifiant surtout comme souverainistes. Mais, comme l'indiquait déjà le sondage de 2019, celui de cette année montre qu'on ne saurait confondre l'absence de soutien accru à la souveraineté du Québec avec une plus forte adhésion au fédéralisme canadien.

Les Québécois sont-ils fédéralistes, souverainistes, entre les deux, ou ni l'un ni l'autre ?

2002 – 2020 Total (Québec)

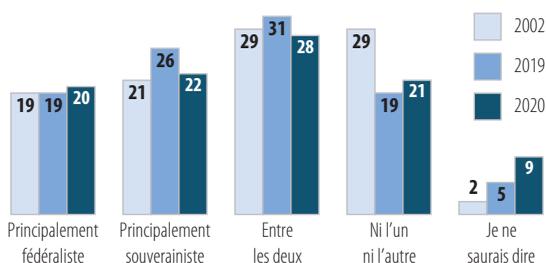


Q29.

Vous considérez-vous comme principalement fédéraliste, principalement souverainiste, entre les deux ou ni l'un ni l'autre ? (Note par rapport au sondage de 2002 : je ne saurais dire = je ne sais pas.)

Les Québécois sont-ils fédéralistes, souverainistes, entre les deux, ou ni l'un ni l'autre ?

2002 – 2020 Francophones seulement (Québec)



Q29.

Vous considérez-vous comme principalement fédéraliste, principalement souverainiste, entre les deux ou ni l'un ni l'autre ? (Note par rapport au sondage de 2002 : je ne saurais dire = je ne sais pas.)

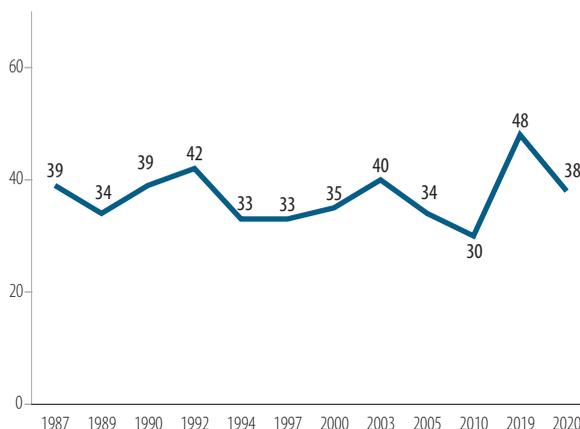
Le Wexit. À l'automne 2019, le mécontentement de l'Ouest canadien à l'égard du fédéralisme a semblé atteindre de nouveaux sommets. En cause : le ralentissement prolongé du secteur pétrolier et gazier et les retards dans la construction ou l'élargissement d'oléoducs vers la côte du Pacifique, jumelés à la déception suscitée par la réélection d'un gouvernement libéral grâce au large soutien de l'Est du pays. Ce concours de circonstances a suscité dans certaines provinces de l'Ouest, voire dans toute la région, des appels en faveur d'une éventuelle indépendance qualifiée de « Wexit », terme calqué sur celui de « Brexit » désignant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Rappelons toutefois que le sondage de l'an dernier, mené en janvier 2019, avait montré que ce mécontentement s'amplifiait déjà avant l'élection d'octobre. On y voyait notamment qu'un nombre record d'habitants des Prairies approuvaient l'énoncé selon lequel « les provinces de l'Ouest du Canada tirent tellement peu d'avantages en faisant partie du Canada qu'elles devraient se séparer du Canada », soit à hauteur de 48 % dans la région et majoritairement en Alberta (56 %) et en Saskatchewan (53 %).

Or le sondage de 2020 montre qu'au lieu de se renforcer, l'appui à l'indépendance de l'Ouest s'est plutôt effrité depuis l'an dernier, perdant 10 points dans l'ensemble de la région (de 48 à 38 %), 13 en Alberta (de 56 à 43 %) et 12 en Saskatchewan (de 53 à 41 %). Mais l'appui à la « séparation », qui s'établit donc à 40 % environ, reste historiquement élevé.

Aliénation de l'Ouest : se séparer du Canada ?

1987 – 2020 d'accord, uniquement les quatre provinces de l'Ouest

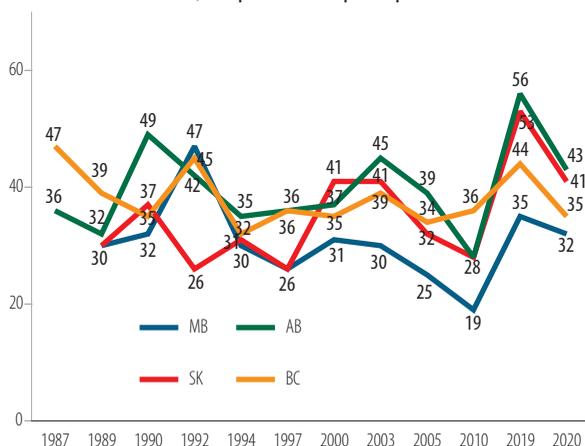


Q22b.

[D'accord/Désaccord] : Les provinces de l'Ouest du Canada tirent tellement peu d'avantages en faisant partie du Canada qu'elles devraient se séparer du Canada.

Aliénation de l'Ouest : se séparer du Canada ?

1987 – 2020 d'accord, uniquement les quatre provinces de l'Ouest



Q22b.

[D'accord/Désaccord] : Les provinces de l'Ouest du Canada tirent tellement peu d'avantages en faisant partie du Canada qu'elles devraient se séparer du Canada.

Surmonter nos différends

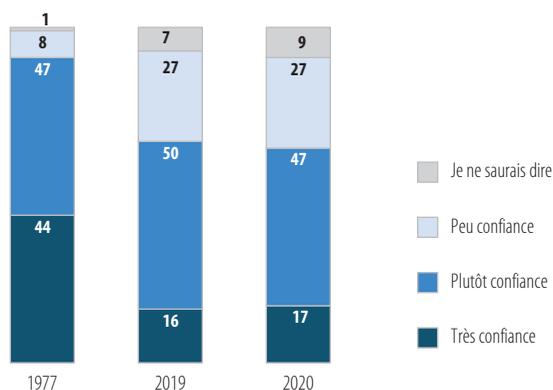
Les faits marquants de l'actualité économique et politique de 2019 — du ralentissement du secteur pétrolier et gazier au vif débat sur le climat en passant par les élections albertaines et fédérales d'avril puis d'octobre — n'ont finalement pas amoindri la confiance des Canadiens en leur capacité de surmonter leurs différends.

En 2020, près des deux tiers (64 %) ont dit avoir fortement confiance (17 %) ou plutôt confiance (47 %) en la capacité des Canadiens de résoudre leurs différends internes, soit presque la même proportion qu'en 2019 (66 %). D'une année à l'autre, le même nombre d'entre eux (27 %) se sont dits peu confiants à cet égard.

Ces résultats sont demeurés stables dans toutes les régions. Le taux de confiance (forte ou relative) reste légèrement supérieur à la moyenne dans le Nord (72 %) et en Ontario (68 %), et est légèrement inférieur au Québec (60 %) et dans les Prairies (58 %). Mais partout, les résultats sont presque identiques à ceux de 2019.

Comme c'était le cas l'an dernier, les peuples autochtones (63 %) et non autochtones (64 %) se disent également confiants en la capacité des Canadiens de résoudre leurs différends internes. Les jeunes Canadiens semblent aussi plus optimistes, puisque 22 % des moins de 34 ans affichent une grande confiance à cet égard, contre 13 % des plus de 55 ans.

Les Canadiens peuvent-ils résoudre leurs différends internes ? 1977 – 2019



Q32.

Diriez-vous que vous avez très confiance, plutôt confiance ou peu confiance en la capacité ou l'aptitude des Canadiens de résoudre leurs différends internes ?

Annexe

Documents de référence

Cette enquête s'est appuyée sur les sondages d'opinion décrits ci-dessous pour établir un certain nombre de comparaisons.

Sondages du Centre for research and Information on Canada (CRIC). Le CRIC a mené de 1998 à 2006 une série d'enquêtes d'opinion sur une éventail de questions relatives à l'unité nationale : évolution du soutien au fédéralisme et à la souveraineté au Québec, régionalisme, relations avec les peuples autochtones, identité canadienne, bilinguisme, multiculturalisme, relations canado-américaines, mondialisation et engagement civique. L'enquête Portraits du Canada, citée dans ce rapport, consiste en un sondage annuel sur les attitudes à l'égard de la fédération. Plusieurs rapports et questionnaires de ces sondages sont accessibles en ligne à la bibliothèque de l'Université Carleton (<https://library.carleton.ca/find/data/centre-research-and-information-canada-cric>). Certains tableaux de données peuvent être consultés sur demande auprès des auteurs.

Sondages de l'Environics Research et du Environics Institute for Survey Research. Le programme Focus Canada de recherche sur l'opinion publique évalue depuis 1977 l'avis des Canadiens sur les questions sociales et les politiques publiques. De 1977 à 2009, il a produit des études trimestrielles dans le cadre d'un projet de recherche commun avec Environics Research (accessible par abonnement annuel). Depuis 2010, il produit chaque année des recherches d'intérêt général et sans but lucratif menées par l'Environics Institute for Survey Research, accessibles à www.environicsinstitute.org.

Sondages du Centre Mowat. Le Mowat Centre a réalisé deux études sur l'évolution des attitudes à l'égard de la fédération : la première, en 2010, à l'occasion d'une enquête nationale intitulée *The New Ontario: The Shifting Attitudes of Ontarians Toward the Federation* ; la seconde, intitulée *Portraits 2017*, dans le cadre d'un sondage mené au Québec et en Ontario sur une série d'enjeux dont celui de la fédération. On peut consulter leurs rapports dans les archives en ligne du Centre à <https://munkschool.utoronto.ca/mowatcentre/>.

The Searching Nation, sondage sur les attitudes à l'égard du fédéralisme et de l'unité nationale, réalisé en 1977 pour Southam News par le cabinet Goldfarb Consultants, consulté par l'entremise de la bibliothèque de l'Université de Toronto.

**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survery Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org